

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023,

Vu, la demande en date du 16 Avril 2024 présentée par Monsieur Jean-Mickaël DANIEAU - 4, route de Chinon – 37120 LEMERÉ

Considérant, que des travaux de pose de gouttières, **Place du Maréchal Leclerc**, nécessitent l'installation d'un échafaudage.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de pose de gouttières, Monsieur Jean-Mickaël DANIEAU est autorisé à installer un échafaudage de 2 ml sur le domaine public, **Place du Maréchal Leclerc** :

- **Le Lundi 22 Avril 2024 de 07 h 30 à 18 h 00.**

Article 2 : Monsieur DANIEAU chargé des travaux devra s'assurer à tout moment que l'installation de cet échafaudage ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons et cyclistes.

Article 3 : En fonction de la particularité de l'implantation de l'échafaudage, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation et de barrières ainsi que d'éclairage de la structure.

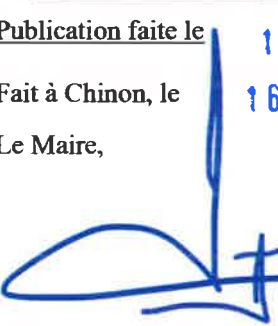

Article 4 : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

Article 5 : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par Monsieur Jean-Mickaël DANIEAU, 72 heures avant le début des travaux.

Article 6 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'occupation du domaine public de 1.90 € (0.95 € le mètre linéaire par jour).

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du service de Police Municipale Intercommunale, Monsieur Jean-Mickaël DANIEAU, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL.

Certifié exécutoire par :	
Publication faite le	16 AVR. 2024
Fait à Chinon, le	16 AVR. 2024
Le Maire,	
	
Jean-Luc DUPONT	Jean-Luc DUPONT

